



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LE MANS SARTHE

1 Boulevard René Levasseur CS 91435

72014 LE MANS Cedex 2

www.lemans.sarthe.cci.fr

02.43.21.00.00

187 200 928 00013

Profil acheteur : (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr

**PRESTATION D'IMPRESSION ET FACONNAGE DE SUPPORTS DE
COMMUNICATION MULTI-FORMATS**

MARCHE N°2025 RTPN 5016

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Marché public de Services

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION	4
2.1	Procédure	4
2.2	Dérogation au principe d'exclusivité	4
2.3	Prestations similaires	5
ARTICLE 3	DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4	PIÈCES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 5	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL	6
5.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation	6
5.2	Revue de contrat du marché	6
ARTICLE 6	BONS DE COMMANDE	7
ARTICLE 7	RÉMUNÉRATION	8
7.1	Contenu des prix	8
7.2	Mois d'établissement des prix	8
7.3	Nature du prix et variation (actualisation comprise)	8
7.4	Clause de sauvegarde	10
7.5	Application de la valeur à taxe ajoutée	10
ARTICLE 8	MODIFICATION DE MARCHÉ	10
8.1	Par voie de prestations complémentaires :	10
8.2	Par voie de la clause de réexamen :	10
ARTICLE 9	PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBERATOIRE	11
ARTICLE 10	OBLIGATION DE DISCRÉTION	11
ARTICLE 11	ASSURANCE	11
ARTICLE 12	MODALITÉS DE RÈGLEMENT	12
12.1	Paie ment	12
12.2	Echéance	12
12.3	Modalités de transmission de la facturation	12
ARTICLE 13	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	12
13.1	Mise en Œuvre	12
13.2	Cession	13
13.3	Sous-traitance	13
ARTICLE 14	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)	13
14.1	Préambule	13
14.2	Prestations attendues	14
14.3	Décomposition des supports par lot	14
14.4	Commande	15
14.5	Livraison	15
14.6	Démarche et caractéristiques environnementales	15

15	Synthèse annuelle des pratiques environnementales	16
14	DONNEES PERSONNELLES RGPD	16
15	DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....	16

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation concerne la prestation d'impression, de façonnage, de conditionnement et de livraison de supports de communication multi formats pour les services de la CCI Le Mans Sarthe.

Les livraisons s'effectuent principalement sur ces différents sites de la CCI Sarthe Le Mans :

- Hôtel Consulaire, 1 boulevard René Levasseur, au Mans,
- Campus 1 CFA CCI LE MANS, 132 rue Henri champion, au Mans,
- Campus 2 CCI LE MANS, 185 rue Henri Champion, au Mans.

Le périmètre des besoins identifiés au stade du lancement du marché, ne préjuge pas de besoins ultérieurs de la CCI.

ARTICLE 2 PROCÉDURE DE PASSATION

2.1 Procédure

La procédure retenue est celle de la procédure adaptée suivant les dispositions des articles R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique.

Le marché est conclu suivant les dispositions de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique avec un montant maximum de 143 000 € HT (pendant toute la durée du marché, reconductions, et dispositions relatives à l'article R2122-7 – Prestations similaires, comprises). Il n'y a pas de montant minimum engagé.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents passés en application des articles R.2162-1 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

2.2 Dérogation au principe d'exclusivité

La CCI Sarthe Le Mans se réserve le droit d'accorder des dérogations au principe d'exclusivité, notamment dans les cas suivants :

- En cas de besoin de services supplémentaires qui ne peuvent être fournis par le titulaire.
- En cas de besoin de services supplémentaires qui ne peuvent être fournis par le titulaire dans des délais raisonnables.
- En cas de besoin de services supplémentaires, normalement confiés directement au titulaire, dans le cadre des marchés subséquents pour des prestations dont les caractéristiques n'étaient pas initialement définies aux BPU, mais dont le devis proposé par le titulaire serait manifestement au-delà de la pratique courante professionnelle et donc économiquement non avantageux pour la CCI. Ils seront traités dans le cadre d'une mise en concurrence ad hoc.

Pour les trois cas ci-dessus, le montant potentiellement confié à un autre prestataire est plafonné à 10 000 € HT par an.

Les prestations d'impression destinées à être affichées dans les dispositifs de mobiliers urbains gérés par des opérateurs privés ne sont pas concernées de prime abord par le présent marché, elles pourront toutefois être commandées, si les modalités d'exécution sont communément discutées et arrêtées entre la Cci et le titulaire, et que ces conditions d'exécution et/ou financières des prestations présentent un avantage pour la CCI.

2.3 Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7, la CCI peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires. Sa mise en concurrence doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux services. Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 3 DURÉE DU MARCHÉ

Date de début de marché : date de notification du marché.

Durée du marché : 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an, avec possibilité de résiliation à tout moment après un préavis de 2 mois.

En cas de non-reconduction du marché, la CCI le notifiera au titulaire 2 mois avant la date anniversaire du marché. Dépassé ce délai et / ou en cas d'absence de non-reconduction, le marché est automatiquement reconduit pour une période supplémentaire, jusqu'au terme maximum du marché.

Dans le cas de la résiliation de marché, la décision de résiliation est notifiée aux titulaires. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation.

ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du Code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Annexe RGPD
- Les Bordereaux de prix unitaires (BPU)

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE,
- Offre technique et financière du titulaire.

ARTICLE 5 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation

Principe général :

Le présent marché est contracté par la CCI. La CCI met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation entre le titulaire et ses services. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

- Coordinateur CCI : Francesca GUEDET francesca.guedet@lemans.cci.fr
Tél : 02 43 21 00 00

Le coordinateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec le titulaire du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu
- Intervenir en escalade en cas de différend avec un titulaire n'ayant pu être réglé

Responsable de compte du titulaire

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

5.2 Revue de contrat du marché

Afin de suivre le bon déroulement du marché, et avec une fréquence annuelle (à chaque date anniversaire du contrat au plus tard), une revue de contrat sera instaurée avec le titulaire, et réunissant :

- Le titulaire, représenté notamment par son responsable de compte
- Le coordonnateur (CCI)

Le coordonnateur pourra se faire accompagner d'experts.

Ce comité de pilotage traitera au minimum des points suivants :

- Revue de la Qualité de Service
- Les prix, le CA généré par le marché, la facturation
- L'examen des difficultés et problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché
- Les perspectives d'évolutions des services et fournitures du titulaire
- Les éléments factuels apportés dans la grille RSE, lors du dépôt de l'offre.

La revue de contrat est à l'initiative du titulaire.

Le compte-rendu de la revue annuelle de contrat est à la charge du titulaire, qui doit le remettre aux participants 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

ARTICLE 6 BONS DE COMMANDE

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents avec un maximum fixé à 143 000 € HT (pendant toute la durée du marché, reconductions comprises) passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-14 du code la commande publique. Les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

L'achat de prestations dans le cadre du présent marché est effectué par l'émission d'un bon de commande (lettre, e-mail, ou utilisation du site marchand le cas échéant), sur la base de l'offre établie par le titulaire sur les bordereaux de prix unitaires (BPU).

Lorsque la Cci souhaite acquérir de nouvelles références non préalablement listées aux BPU, le titulaire établit un devis, en appliquant le cas échéant la remise consentie. Le marché subséquent est conclu au moyen d'un bon de commande.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission et le n° du bon de commande,
- la nature des prestations commandées,
- le lieu de livraison,
- les références tarifaires du BPU ou du devis le cas échéant
- les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- l'adresse de facturation.

ARTICLE 7 RÉMUNÉRATION

7.1 Contenu des prix

Le prix est franco de port, réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais généraux, le service, impôts, taxes et redevances de toute nature, et, d'une manière générale, selon les règles d'usage de la profession et / ou les règles de l'art, ainsi que la formation du personnel mis en place dans le cadre de l'exécution de ce marché.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

7.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

7.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise)

Les prix du marché sont des prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées. Les prix sont définitifs et révisables.

Le prix révisable est un prix qui peut être modifié, dans des conditions fixées au présent article, pour tenir compte des variations économiques.

Les prix sont invariables de la notification du marché jusqu'à la date du premier anniversaire du contrat. Ils sont ensuite révisables chaque année à la date anniversaire.

Pour des raisons pratiques de publication des derniers indices connus, il est retenu l'indice de base de référence moins trois mois, et moins un trimestre le cas échéant.

Si l'indice du mois souhaité n'est pas paru au moment du calcul de la révision, il sera alors pris en compte le dernier indice publié. Même lorsque l'indice est provisoire, la révision calculée est une révision définitive.

En cas de série arrêtée, il serait appliqué la série de remplacement si le coefficient de raccordement est déterminé. A défaut, un nouvel indice représentatif serait retenu, voire un coefficient de révision exceptionnel, après discussion et accord de la CCI.

Toute demande de mise à jour des prix devra être accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix.

Tout ajustement de tarif, accepté par la CCI, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Toutefois, le prix révisé en application de cette formule ne s'appliquera qu'après accord explicite des parties.

Le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité de service offert par le titulaire.

La mise en œuvre de la clause de variation de prix s'articule selon les dispositions prévues aux R2191-27 à R2191-29 du Code de la commande publique.

Formule paramétrique de révision de prix :

Le prix révisé se calcule selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [0.10 + 0.90 \times [(0.50 \times (IND1_{i1\ m-3}/IND1_{io\ m-3})) + (0.40 \times (IND2_{i1\ m-3}/IND2_{io\ m-3})) + (0.10 \times (IND3_{i1\ m-3}/IND3_{io\ m-3}))]]$$

Où :

P est le prix révisé,

P_o est le prix initial ou de base convenu au BPU,

io est l'indice de référence (mois zéro),

i1 est l'indice de révision,

Où, IND1 et IND3 sont communs à tous les types de supports

IND1 Travaux d'impression,

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18.1 – Travaux d'impression et services connexes Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764131

IND3 CNR gazole professionnel

Indice mensuel CNR gazole professionnel (cnr.fr) base 2000.

Où, IND2 est spécifique en fonction du support

Pour les supports des fiches produits Séries 100, 200, 300, 400, 500 ; Série 700 et Produit 805.

IND2 Matière première papier,

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.1 – Pâte à papier, papier et carton Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763802

Pour les supports série 600, et produits n°802 à 804

IND2 Matière première en plastique,

50% _ Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.16 – Matières plastiques sous formes primaires _ Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764143,

50% _ Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 22.29 – Autres produits en matières plastiques

7.4 Clause de sauvegarde

La CCI se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de 2 mois, le présent marché après la date de variation des prix dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble des prix pratiqués au titre du marché entraînerait une augmentation de plus de 5% par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

7.5 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 8 MODIFICATION DE MARCHÉ

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires ou supplémentaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

8.1 Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

8.2 Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial.

Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour

effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

ARTICLE 9 PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE

Par dérogation aux articles 14 et suivant du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de montant minimum et maximum, ni de montant d'exonération, de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants. Les pénalités sont avec effet non libératoire. L'application des pénalités de retard est un droit contractuel de la CCI, auquel elle peut renoncer unilatéralement par décision motivée. La TVA n'est pas applicable aux pénalités.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de la CCI.

Dans le cadre de l'article 41.1.c du CCAG FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS, passé un délai d'un mois ouvré de retard, la CCI se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à la CCI.

En cas de dépassement d'un des délais d'exécution contractuels, la pénalité par jour de retard est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours de retard.

Absence de remise des justificatifs demandés avec la grille RSE :

En cas d'absence de remise des justificatifs de la grille RSE lors de chaque revue annuelle du marché, il est appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 200 €.

ARTICLE 10 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCI peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 11 ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

12.1 Paiement

Les factures seront adressées à la Direction Financière de la CCI, en un original et une copie, portant outre les mentions légales, le numéro du marché.

Une facture par bon de commande.

Le montant de la facture sera détaillé.

12.2 Echéance

Le règlement s'effectue par virement bancaire à 30 jours maximum suivant la réception de la facture.

12.3 Modalités de transmission de la facturation

Les factures sont déposées sur **Chorus Portail Pro** https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/

Pour ce faire, vos factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET**, 187 200 928 000 13
- Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure – **facultatif**,
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande – **facultatif**,
- **N° de marché** : 2025RTPN5016.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

ARTICLE 13 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCI,
- A informer rapidement la CCI de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir la continuité de service (la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouve nommément désignée pour assurer la conduite du marché et si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la CCI, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à la CCI dans les délais indiqués.

13.2 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCI.

13.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCI aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCI le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

ARTICLE 14 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

14.1 Préambule

Les prestations concernent l'impression, le façonnage et la livraison de différents types de supports et de formats.

Les différents supports d'impressions du présent marché ont pour objectif de promouvoir les activités et l'image de la CCI Le Mans Sarthe, il est donc attendu du titulaire un service de qualité dans un délai de réalisation et de livraison optimisé.

La CCI du Mans et de la Sarthe disposant d'un service Infographie, ce dernier envoie par voie électronique au titulaire les fichiers numériques sans retouche (PDF Haute résolution avec repères de coupe et bords perdus) utiles aux prestations commandées.

Dès réception des fichiers, le titulaire vérifie les éléments reçus et contrôle leur conformité. Pour tous les travaux, le titulaire adresse un BAT numérique qui sera approuvé par la CCI avant réalisation.

Le contact référent CCI au Service Infographie est :

Marie-Laurence MAUBERT
02.43.50.25.91
Marie-Laurence.MAUBERT@lemans.cci.fr

14.2 Prestations attendues

Le titulaire effectue les prestations suivantes :

- Réception des fichiers de service Infographie de la CCI
- Contrôle des éléments nécessaires à la fabrication
- Création et envoi du BAT
- Fabrication
- Façonnage
- Vérification de la conformité et contrôle qualité
- Conditionnement, emballage
- Livraison

Tous déplacements, envois et aller/retours nécessaires à la réalisation des prestations sont à la charge du titulaire.

14.3 Décomposition des supports par lot

Tous les documents récurrents et/ou standardisés utilisés sont décrits dans des fiches produits jointes au CCP, et sont répertoriées dans le BPU et le DQE.

La CCI se réserve le droit de supprimer et/ou d'ajouter des produits selon l'évolution de ses besoins.

Lot 1 - Impression petits formats

Les réalisations principales concernent des adhésifs, cartes de visites, cartes de vœux, brochures, chemises à rabat, dépliants, flyers.

Série 100 – Adhésifs
Série 200 – Cartes
Série 300 – Brochures
Série 400 – Chemise à rabat
Série 500 – Dépliants et flyers

Lot 2 – Impression affiches grands formats

Les réalisations principales concernent des affiches A1, A2, panneaux urbains, etc.

Série 700 – Affiches

Lot 3 – Impression formats spéciaux

Les réalisations principales concernent des bâches, panneaux alvéolaires, totem, etc.

Série 600 – Bâches

Série 800 – Formats spéciaux

14.4 Commande

La CCI émet des bons de commande par email, à la survenance de ses besoins pendant la durée de validité du marché, sur la base du BPU renseigné par le titulaire.

La CCI peut commander tout au long du marché des produits autres que ceux identifiés dans le BPU, dans ce cas, les devis sont à fournir dans un délai de 4 jours ouvrés maximum. Ces demandes bénéficient des mêmes conditions tarifaires et de livraison que les produits indiqués dans le BPU.

Le BAT doit être envoyé pour validation au maximum 2 jours ouvrés après la commande correspondante.

Aucune prestation ne peut être exécutée sans bon de commande.

Les quantités indiquées aux détails quantitatifs estimatifs (DQE) ne sont pas contractuelles et sont données à titre indicatif.

14.5 Livraison

La livraison est attendue maximum sous 7 jours ouvrés à partir de la validation du BAT, sauf demande urgente sous 3 jours ouvrés.

14.6 Démarche et caractéristiques environnementales

Dans une approche d'amélioration continue et d'ouverture aux innovations, la CCI porte une attention particulière aux titulaires qui proposent des alternatives environnementales plus durables. Ainsi, tout au long de l'exécution du marché, un dialogue ouvert entre la CCI et le titulaire doit faciliter l'intégration de solutions innovantes en remplacement des prestations initialement prévues. Le titulaire du marché doit favoriser, dans la mesure du possible, la limitation des émissions de gaz à effet de serre dans tous les aspects de la prestation (transports, matières premières, fabrication production, consommation d'énergie).

Le titulaire évite le gaspillage des ressources, réalise le tri de ses déchets de bureaux et de production, et procède quand cela est possible, à la réutilisation des matières et ressources utilisées pour l'exécution du marché et organise le recyclage des déchets produits créés au cours de l'exécution du marché.

Le titulaire accompagne la CCI dans cette démarche éco-responsable et fait partager son expérience et son expertise pour proposer des solutions afin d'augmenter les pourcentages de réemploi et de recyclage des fournitures objet de ce marché, quand cela est possible.

Le candidat s'engage à proposer tout au long du marché, des emballages éco-responsables, à savoir réutilisables et/ou recyclables.

Le titulaire démontre des engagements environnementaux dans sa politique de production au travers d'écolabels et certifications éco-responsables, ou méthodes démontrant ses performances en responsabilité sociale et environnementale.

14.6.1 Spécifications concernant les supports

Le titulaire s'engage à utiliser des papiers éco-responsables pour les prestations du présent marché, dont l'origine provient d'exploitations forestières gérées durablement. Ils doivent donc disposer d'une ou plusieurs certifications ou écolabels.

14.6.2 Spécifications concernant les encres, vernis et colles

Conformément à la loi AGEC interdisant l'utilisation d'huile minérale et encourageant l'utilisation de produits plus respectueux de l'environnement, le titulaire propose les alternatives aux produits chimiques, concernant les encres, vernis et colles utilisées dans le cadre de ce marché, lorsque c'est possible. Le candidat précise le type et les caractéristiques du vernis et de colle utilisée en fonction des supports, en privilégiant les produits sans solvant.

14.6.3 Spécifications concernant les emballages

Le titulaire utilise des emballages complètement recyclables, bande kraft ou film dégradable. Les cartons d'emballage utilisés pour le conditionnement doivent contenir au minimum 50% de papiers à bases de fibres recyclées, et sont 100% recyclables.

15 Synthèse annuelle des pratiques environnementales

Dans une démarche de suivi et de développement de la performance environnementale des achats, le titulaire fournit chaque année à la CCI Le Mans Sarthe une synthèse certifiant, dans le cadre de ce marché, le pourcentage de matériaux recyclés, réemployés, réutilisés et/ou écolabellisés, et le bilan carbone.

14 DONNEES PERSONNELLES RGPD

Cf annexe RGPD

15 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Application des dispositions du CCAG-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Article CCAP	Article CCAG-FCS
9 - Pénalités	14 – Pénalités 41 – Résiliation pour faute du titulaire